

l'Anticapitaliste

n°221 | 12 décembre 2013 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

La **FR**ançafrique
c'est toujours
maintenant



**NON A L'INTERVENTION
EN CENTRAFRIQUE!**

Dossier

*C'est pas un cadeau?
Eh bien si! Morceaux
de culture... Pages 6 et 7*



ÉDITO
«Salauds de pauvres»?
Page 2

PREMIER PLAN
Nelson Mandela:
le militant et les larmes
de crocodile
Page 2

ACTU SOCIALE
Logement: pendant
l'hiver, les mobilisations
continuent Page 8

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec
Henri Maler
Page 12





édito

Par SANDRA DEMARCO

«Saluds de pauvres» ?

Depuis mai 2012, les patrons, qu'ils soient « pigeons » ou non, n'ont eu de cesse de se plaindre du « coût du travail », les empêchant d'être compétitifs, du poids de la fiscalité les étranglant, du carcan du code du travail, et autres fadaïses défendues par le patronat depuis de nombreuses années. C'est vrai qu'au vu de leurs rémunérations, leurs fins de mois doivent vraiment être difficile... Car au moment même où on met à la rue des milliers de salariéEs, où d'après la dernière étude de l'Insee, les salaires sont en baisse effective depuis 2008, les patrons sont dans une réelle galère : leurs rémunérations n'ont jamais été aussi élevées, ainsi que les profits. Selon une enquête du magazine internet *Basta! Mag*, on apprend qu'en moyenne les patrons des 47 plus grosses sociétés françaises cotées en bourse gagnent 77 fois plus que leurs salariés. Vous avez dit égalité ? De plus, après avoir annulé en 2012 le bouclier fiscal de Sarkozy, le gouvernement a rétabli en 2013 un plafonnement de l'impôt sur la fortune. Résultat : chacun des 7 630 millionnaires voit cette année leurs impôts baisser de 100 000 euros en moyenne. Ceux dont le patrimoine dépasse les 10 millions d'euros bénéficient de 90 % de ce nouveau cadeau fiscal, soit une petite économie de 237 663 euros en moyenne. Après les 20 milliards du Crédit impôt compétitivité et la baisse de l'impôt sur les sociétés, les riches et le patronat peuvent effectivement se plaindre ! Alors que dans le même temps, ce gouvernement a maintenu le gel du barème de l'impôt sur le revenu qui a rendu impossibles environ 1 million de ménages qui jusque-là étaient non imposables. Sans parler de l'augmentation de la TVA au 1^{er} janvier prochain qui pénalisera avant tout les plus pauvres. Vous avez vraiment dit égalité ?

Pendant sa campagne électorale, le candidat Hollande avait fait de « la bataille de l'égalité » un de ses thèmes centraux. Dix-huit mois après son arrivée au pouvoir, les inégalités n'ont jamais été aussi criantes, accentuées par une politique d'austérité et d'injustice profitant aux seuls riches et au patronat. Face à cette politique, il y a urgence que celles et ceux qui s'opposent à gauche à ce gouvernement prennent leur responsabilité et offre une autre voie, trace une autre perspective, celle d'un gouvernement anti-austérité.

La Seleka est l'alliance de différentes milices du nord du pays, composée majoritairement par des Tchadiens et des Soudanais, qui a installé Michel Djotodia aux affaires. À défaut de reconquérir le pouvoir, les anciens partisans de Bozizé veulent au moins améliorer les rapports de forces avant l'arrivée des militaires français. En effet, la résolution, écrite par le Quai d'Orsay et adoptée par les quinze membres du conseil de sécurité de l'ONU, autorise l'intervention militaire française sous le chapitre 7 c'est-à-dire la possibilité d'utiliser les armes si nécessaire. Dans le même temps le contingent français vient d'augmenter sensiblement puisqu'il passe à 1 600 soldats.

Un Sommet pour quoi ?

Le « Sommet Afrique France pour la paix et la sécurité » (cf. article en page 4) vient de se terminer. Rien de neuf dans sa déclaration finale : les mêmes recettes sont avancées, notamment la nécessité d'une force d'intervention africaine et la formation des soldats du continent à hauteur de 20 000 par an. L'idée n'est pas neuve et on voit mal la différence avec le dispositif existant Recamp (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) qui date de 1994, dispositif censé répondre à la même problématique de la prise en charge par l'Afrique de sa sécurité... et qui n'a jamais fonctionné.

Il est illusoire de croire que l'armée pourrait être une sorte d'îlot d'efficacité dans des États déstructurés par des décennies de politique d'ajustement structurel. Les armées africaines sont à l'image du reste de leur pays, en crise et divisées par les différentes factions dirigeantes. De plus, demander aux États africains ce que l'Europe elle-même est incapable de réaliser, à savoir une force commune d'intervention rapide, relève de la gageure. La Centrafrique en est un exemple puisque les troupes sud-africaines ont soutenu Bozizé, pendant que le Tchad aidait en sous-main la Seleka.

De Bokassa à la Seleka

Ce sommet ne doit pas nous faire oublier les responsabilités des gouvernements français successifs. Avec ou sans l'ONU, les interventions de la France en Centrafrique sont récurrentes. Elle a soutenu

la dictature de Bokassa, qu'elle a renversé ensuite en 1979 avec l'opération Barracuda. Elle a mis au pouvoir Bozizé avec l'opération Boali en 2002, puis l'a défendu par une opération aérienne sur Birao contre la rébellion menée par Djotodia en 2006. Et aujourd'hui elle intervient avec l'opération dénommée Sangaris à l'appel de... Djotodia ! Évidemment la continuité de la politique impérialiste implique la continuité des arguments et des justifications. Ainsi l'intervention ne serait qu'un appui aux forces africaines déjà présentes sur le terrain et est motivée par des considérations humanitaires... Il est évident que la question humanitaire s'est dégradée de manière dramatique en Centrafrique mais hélas ces souffrances ne sont pas nouvelles. À l'époque de

Bozizé, mis en place et soutenu par la France et par Deby, le dictateur tchadien, les populations étaient continuellement agressées par les différents groupes armés, dont les forces armées centrafricaines, encadrées par l'armée française étaient les pires. C'est ce qu'indiquait déjà en 2007 un rapport de l'organisation de défense des droits de l'homme Human rights watch¹.

Une histoire déjà écrite ?

L'objectif officiel de l'intervention française est de sécuriser Bangui et les routes principales pour les accès humanitaires, le reste du pays où vivent les trois quarts de la population va être ignoré et il est probable que les miliciens de la Seleka abandonnent la capitale et pourront sévir dans les villes et

villages du pays en toute impunité. L'histoire semble déjà écrite. L'armée française va mettre en déroute la Seleka, sous les applaudissements de la presse nationale et les félicitations de la classe politique, confisquer aux populations centrafricaines le débat politique sur l'avenir de leur pays et mettre en place avec des élections bâclées un protégé de la France et du Tchad qui dans quelques années sera renversé par une nouvelle rébellion, qui occasionnera une crise humanitaire poussant la France... à intervenir. À moins que les peuples des pays du nord et du sud mettent fin à ce sinistre bégaïement de l'histoire.

Paul Martial

1 - Rapport de Human rights watch « État d'anarchie, rébellions et exactions contre la population civile »



Un soldat français à Bangui le dimanche 8 décembre 2013. REUTERS/HERVE SEREFIO

À la Une

Centrafrique : néfaste continuité française

L'annonce de l'intervention française vient de susciter de nouvelles flambées de violence. Ainsi, à la fin de la semaine dernière, une attaque coordonnée a eu lieu dans la capitale centrafricaine Bangui, probablement menée par les anciens partisans du président déchu François Bozizé renversé par la Seleka.

NELSON MANDELA

Le militant et les larmes de crocodile

C'est une unanimité nationale et internationale qui rend hommage aujourd'hui à Nelson Mandela. Larmes de crocodile et larmes sincères se fondent dans un torrent de louanges pour admirer ce militant qui, libéré en 1990, aura passé 27 ans en prison et mené une lutte victorieuse contre l'apartheid en Afrique du Sud.

BIEN DIT

C'est toujours l'opresseur, non l'opprimé qui détermine la forme de lutte. Si l'opresseur utilise la violence, l'opprimé n'aura pas d'autre choix que de répondre par la violence.

Dans notre cas, ce n'était qu'une forme de légitime défense.

NELSON MANDELA dans son livre *Un long chemin vers la liberté* publié en 1994.

Des tandems ô combien significatifs vont se rendre aux obsèques : Hollande-Sarkozy ou Obama-Bush. Sans parler de la tristesse de Phillipot du FN... Des larmes de crocodile qui rendent nécessaire quelques rappels.

La France n'a arrêté ses livraisons d'armes à l'Afrique du Sud qu'en 1977, soit un an

après les émeutes de Soweto et quatorze ans après deux votes de l'ONU interdisant la vente d'armes et de pétrole à ce pays qui pratiquait l'apartheid. Il faut préciser que ce pays nous fournissait quand même environ un millier de tonnes d'uranium par an. Du coup, on comprend pourquoi cette politique était défendue par le groupe parlementaire d'« Amitiés

France - Afrique du Sud » présidé systématiquement par des députés gaullistes qui n'hésitaient pas à l'époque à traiter l'organisation de Mandela de « terroriste » et « communiste »... C'est Chirac qui, en 1984, va bien résumer la situation : « De par la situation qu'elle occupe sur la route du pétrole, de par ses richesses minières, de par son

opposition à la propagation de mouvements subversifs, l'Afrique du Sud mériterait qu'on la traite avec plus de considération ». Faut-il rappeler les complications de la droite et d'une partie de la gauche avec le régime sud-africain ? En dehors du PCF et de courants catholiques de gauche, qui a participé à la campagne du boycott ?

Abolir l'apartheid social Mandela fut un militant anti-apartheid exemplaire, un militant courageux qui mérite tout notre respect. Homme du pardon, Mandela n'était pourtant pas un pacifiste et n'avait pas hésité à créer en 1961 la « Lance de la Nation », branche armée de l'ANC, mais il ne s'est jamais défini comme un révolutionnaire voulant

Un monde à changer

INJUSTICE. «Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir». Pour moderniser la phrase de La Fontaine, on pourrait dire que «selon que vous serez fraudeur fiscal ou bien demandeur d'emploi ou allocataire du RSA...».

La décision rendue par le Conseil constitutionnel le mercredi 4 décembre en constitue une illustration. En effet, le Conseil a censuré quelques-unes des dispositions prévues dans la loi sur la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière. Ainsi a été annulée la possibilité de sanctionner les entreprises fraudant le fisc en prélevant de 10% à 20% leur chiffre d'affaires. Un caractère «manifestement hors de proportion avec la gravité de l'infraction constatée», estime le Conseil constitutionnel... De même, l'article instituant en 2016 une liste

de «paradis fiscaux» a été censuré: le calendrier serait trop serré et la mesure aurait éventuellement eu des conséquences fiscales lourdes pour les contribuables ayant des activités dans ces pays. Par contre, aucune des grandes juridictions françaises (Conseil constitutionnel ou Conseil d'État) ne s'est jamais interrogé sur les procédures qui permettent de priver un chômeur ou un bénéficiaire du RSA de ses allocations... Pour les chômeur ou les pauvres, la sanction est rarement jugée «hors de proportion» ! Pourtant, le médiateur de Pôle emploi, Jean-Louis Walter avait, lui, jugé disproportionné le dispositif de radiation systématique pour absence aux rendez-vous, dans un rapport remis à Michel Sapin au printemps 2013. Dans un projet de note diffusé il y a quelques semaines, la direction de Pôle emploi ne tient pas compte de cet avis. Quel «Conseil» va donc s'en saisir ?

MOBILISATIONS

Pour que les travailleurs prennent l'initiative

76 % des Français s'attendent à une explosion sociale dans les prochains mois d'après un sondage Ifop paru dans Ouest-France le jour même de la manifestation du 1^{er} décembre à Paris. Personne ne peut dire ce qu'il en sera, mais ce sondage exprime le profond et large mécontentement qui touche les classes populaires.

Recul sur l'écotaxe, 2 milliards pour le plan «pacte d'avenir pour la Bretagne», campagne politique pour dénoncer le poujadisme de ceux qui se révoltent contre l'injustice fiscale (relayée par les directions des confédérations syndicales)... Le gouvernement espère faire taire la colère. Il parie sur le manque de perspectives d'ensemble et le désenchantement que cela entraîne. Ce manque de perspective laisse la place aux manœuvres des capitalistes de l'agroalimentaire en Bretagne, et plus généralement à l'UMP et au FN. Il n'y a aucune raison pour que les travailleurs laissent faire. C'est à eux de prendre la tête des mobilisations, de leur offrir un programme, une perspective qui ne craignent pas l'affrontement avec le gouvernement et le patronat. L'attitude des directions syndicales, qui dénoncent patrons – grands... et petits – pour de fait soutenir le gouvernement, paralyse. C'est un débat que nous avons à porter dans nos sections syndicales, avec les militantEs, avec l'ensemble



Photothèque Rouge / JMB

des travailleurs. La possibilité de construire un mouvement faisant converger tous les mécontentements n'est pas une vue de l'esprit.

Unifier les mécontentements

Cette convergence ne peut se faire qu'en opposition au gouvernement et au grand patronat, en avançant les revendications ouvrières, mais aussi en portant les revendications des artisans, des agriculteurs ou des pêcheurs.

Les directions syndicales s'y refusent. C'est donc aux sections syndicales, aux militantEs, aux travailleurs de prendre les choses

en main, d'exercer leur pression, en discutant des moyens d'inverser le rapport de forces. Il n'y a pas à craindre d'aborder chaque action, chaque lutte d'un point de vue politique.

À Carhaix, le 30 novembre, un «Pôle ouvrier» d'un millier de travailleurEs menacéEs de licenciement a rejoint sous les applaudissements le rassemblement des Bonnets rouges. Ils ont porté leur propres revendications tout en étant solidaires des autres catégories sociales mobilisées. De même, le lendemain, à la manifestation du 1^{er} décembre à Paris, nombreux étaient celles et ceux

qui étaient là, pour l'interdiction des licenciements et le refus de la hausse de la TVA, solidaires du rassemblement de Carhaix.

À chaque occasion, Le NPA a agi pour permettre aux travailleurs de défendre leurs propres exigences, tout en exprimant leur solidarité avec toutes les couches laborieuses de la population, en dénonçant les manœuvres démagogiques qui cherchent à diviser, à opposer les uns aux autres. Nous agissons pour qu'à travers les luttes se construise une opposition de gauche, ouvrière et populaire, au gouvernement.

Après la manifestation du 1^{er}, le Front de gauche invite à «une rencontre unitaire exploratoire (...) l'ensemble des organisations de gauche, des syndicats, des associations (...) pour examiner le cadre et les formes de mobilisation contre cette hausse [de la TVA]». Nous y participerons pour y défendre l'idée d'une grande manifestation nationale contre la politique du gouvernement, la hausse de la TVA, pour l'interdiction des licenciements.

Yvan Lemaître



En 1990, quelques semaines après sa sortie de prison. DR

se débarrasser du capitalisme après la fin de l'apartheid. C'est ce qui explique aujourd'hui l'immense

rassemblement hypocrite autour de sa dépouille. Issue de la fin de l'apartheid, l'alliance gouvernementale

actuelle ANC-PC et Cosatu dirige aujourd'hui un apartheid de classe : 55 % de chômeurs chez les jeunes

noirs, 52 % de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté et 26 % qui ne mange pas à sa faim,

et quant à la promesse de redistribuer 30% des terres, seulement 5% a été réalisé. Avec l'ANC, c'est le règne de la corruption, du chômage, du sida, de la pauvreté et même de la répression, comme on a pu le voir il y a peu de temps contre les mineurs de Marikana. Nous sommes au côté du peuple sud-africain, au côté de celles et ceux qui pleurent un militant courageux, qui veulent prolonger le combat contre l'apartheid par un combat anticapitaliste contre les bourgeoisies noire et blanche qui aujourd'hui asservissent la population. Et pour cela, nous ne marcherons dans aucune union nationale. Notre façon de continuer son combat pour l'égalité.

Alain Krivine

Le chiffre

700 + 1500 = 2200

Plus de 700 postes vont être supprimés en 2014 par la branche eau de Veolia Environnement, qui avait déjà annoncé en mars 2013 la suppression de 10% de ses effectifs français, soit 1 500 postes. Dans le même temps, le cours boursier de Veolia Environnement progresse plus vite que le CAC 40, et le maintien des dividendes versés aux actionnaires est assuré !



Agenda

Judi 12 décembre, concert en soutien au NPA, Rouen.

À partir de 19 heures avec Inu & Trombone Brothers, bar, buffet, librairie. MJC Rive gauche (place des Faïenciers – Métro Saint-Sever)

Vendredi 13 décembre, réunion publique, Annecy.

«Quel devenir pour le site du Haras d'Annecy?», réunion organisée par le NPA et le Parti de gauche, à 20h salle des Clarisses (quai des Clarisses).

Vendredi 13 décembre, repas de soutien, Lyon.

Repas militant organisé par le NPA 69. Plus d'informations: npa69@npa69.eu.org .

Vendredi 20 décembre, procès d'Areva contre l'Observatoire du nucléaire, Paris.

RV à 12h30 devant le tribunal de grande instance (4 boulevard du Palais, métro Cité). Animation par la Compagnie Jolie môme.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

En dix-huit mois, j'ai arrêté une guerre en Afghanistan. J'en ai fait une, au Mali. J'ai été à deux doigts d'en lancer une en Syrie.

JEAN-YVES LE DRIAN, MINISTRE DE LA « DÉFENSE », cité par *les Échos* du 5 décembre 2013 reprenant une confidence faite au *Nouvel Observateur*...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SOMMET FRANCO-AFRICAIN

Continuité à tous les étages

«Présider la République, c'est ne pas inviter de dictateurs en grand appareil à Paris». *Telles sont les fortes paroles prononcées par le candidat Hollande au Bourget le 22 janvier 2012. Lauréat du Grand prix de l'entubage, il a invité les 6 et 7 décembre, à Paris précisément, une quarantaine de chefs d'État africains à participer à un sommet intitulé «Paix et Sécurité en Afrique»...*

Parmi eux se trouvaient Idriss Déby qui, arrivé au pouvoir au Tchad il y a 23 ans, y règne par la terreur et aurait depuis longtemps dû céder la place sans le soutien constant de l'armée française (face, notamment, aux rébellions qui, en 2005-2006, manquent de peu de le chasser). Étaient aussi là le Congolais Denis Sassou Nguessou, figure emblématique de la corruption à grande échelle des dirigeants africains, en place de 1979 à 1992 et, à l'issue d'une guerre civile, à nouveau sans interruption depuis 1997... Sans oublier Faure Gnassingbé et Ali Bongo, à qui un coup d'État dans le cas du président togolais et la fraude électorale pour l'actuel président gabonais, ont permis de succéder à leurs pères qui avaient régné respectivement 40 et 42 ans. Et enfin Blaise Compaoré, solidement installé depuis le meurtre de son compagnon Thomas Sankara, il y a 26 ans.



Le 7 décembre à Paris.DR

Une indécence qui atteint les sommets!

On pourrait sans peine allonger la liste. L'important est que, en les recevant sur le perron de l'Élysée, François Hollande ne se contente pas de se déjuger une fois de plus. Il témoigne avec éclat de la continuité de la Françafrique sur ses trois piliers : politique (soutien sans faille aux dictateurs amis), économique (prédation organisée des ressources de l'Afrique) et militaire (avec l'éternelle justification coloniale des bonnes causes que l'on prétend défendre).

De tout cela, un tribunal citoyen a largement rendu compte, le 4 décembre avec l'audition de nombreux témoins. Une belle manifestation a été organisée le lendemain à l'initiative de l'association Survie. De nombreuses organisations africaines et françaises, dont le NPA, y ont appelé.

Car le seul infléchissement perceptible depuis quelques années, c'est la pose de la feuille de vigne que représente la caution recherchée et obtenue sans peine des Nations unies et de l'Union européenne. Il est clair que, en Afrique comme ailleurs, le changement, ce n'est pas maintenant pour celui qui a conclu son allocution d'ouverture en déclarant : «Aujourd'hui, c'est Nelson Mandela qui préside les travaux de ce sommet»... atteignant ainsi un sommet d'impudence!

François Brun

UKRAINE

Incertitudes

Les partis d'opposition ukrainiens n'ont pas obtenu le mardi 3 décembre le vote de défiance qu'ils espéraient au Parlement, visant à sanctionner la non-signature par le président ukrainien de l'Accord d'association négocié avec l'UE. Divisés entre tractations pour des remaniements et blocage des bâtiments gouvernementaux pour obtenir des élections anticipées, ils misaient sur la mobilisation de «un million» de protestataires le dimanche 8 décembre, contre «la vente de l'Ukraine à la Russie». Quelle «médiation» et «valeurs» vient donc proposer la délégation de l'UE à Kiev?

Ce sont les violences policières contre les premières manifestations «pro-européennes» qui ont changé l'ampleur des mobilisations le 1^{er} décembre et accentué le discrédit du régime. Sentant monter la contestation jusque dans ses bastions de l'est du pays, russophone, le Premier ministre ukrainien est venu le 3 décembre demander pardon pour ces «excès» devant le Parlement, au nom du gouvernement et du président. Et il propose une commission tripartite (gouvernement, opposition et médiateurs européens) pour enquêter sur ces violences. Mais une partie de l'opposition prône de s'appuyer sur les mobilisations pour bloquer durablement les bâtiments publics – au risque de provoquer des affrontements – en espérant obtenir une chute du gouvernement.

Mais on est loin d'une nouvelle «Révolution orange», c'est à-dire de manifestants se reconnaissant dans les programmes des «candidats Orange» qui ont succédé au régime de Léonid Koutchma (1993-2004) portés par l'espoir populaire d'un régime non corrompu. Les désillusions ont été rapides, expliquant le



Manifestants devant le siège du gouvernement le 6 décembre. DR

retour par les urnes en 2010 du candidat déchu en 2005, Viktor Ianoukovitch.

La face cachée des discours «européens»

Mais c'est sur la base d'un programme affiché de «neutralité» militaire et d'équilibre des relations internationales, que Ianoukovitch fut élu, permettant de fait le rapprochement entre divers oligarques. Aussi les négociations en direction de l'UE ont-elle été menées par le parti au pouvoir, jusqu'à la

rupture récente, à Vilnius. L'espoir des partis d'opposition d'emporter un vote de défiance du Parlement le 3 décembre n'était donc pas irréaliste.

Derrière le revirement pèse, plus que le sort de Ioulia Timochenko dont l'UE faisait un casus belli, la situation socio-économique de l'Ukraine et la nature des accords. Le pays ne s'est relevé ni du choc de la désintégration de l'URSS et des privatisations ni de la récession de 2009. Son PIB

par habitant est à 20% de la moyenne de l'UE, plus bas que la Roumanie et la Bulgarie. Le déficit budgétaire du pays s'est creusé depuis 2009 (près de 6% du PIB en 2010) et le déficit de sa balance courante dépasse -7% du PIB en 2012. Mais le parti au pouvoir craint une explosion sociale en cas de hausse des tarifs d'énergie : entre les offres russes et les hausses prônées par le FMI pour réduire les dettes, il a tranché, non sans demander – en vain – à l'UE d'intervenir

après du FMI ou d'organiser une négociation tri-partite (Russie, Ukraine et UE)¹.

Un enjeu démocratique

Mais, comme le soulignait la Tribune du 3 décembre («Ukraine : ce que l'Europe refuse de voir»), ces réalités sont occultées avec un «glissement opéré par les dirigeants et la plupart des médias européens de la question du traité d'association avec l'UE que le président Viktor Ianoukovitch a refusé de signer vers une lutte pour la démocratie».

L'enjeu démocratique est pourtant réel. Mais ailleurs. Les partis sont tous très discrédités, sauf peut-être celui de l'ancien champion de boxe Vitali Klitschko, précisément parce qu'il dénonce la corruption endémique et met l'accent sur quelques enjeux sociaux. Comme les Indignés de Bulgarie, le mouvement est à la fois critique des partis et de divers bords idéologiques : bleu et jaune sont tout autant les couleurs de l'Ukraine que celles du drapeau d'une UE idéalisée ou encore celles du parti Svoboda/Liberté (sur fond bleu où se dressent trois doigts jaunes) qui commémore les bataillons SS², détruit une statue de Lénine ou demande l'interdiction du parti communiste... Des signes d'euro-peanité démocratique?

Catherine Samary

1- Lire sur les Accords d'association et le dernier rapport du FMI : <http://www.criticatac.ro/lefeast/ukraine-eu-dependency>

2- Lire le Figaro du 13 décembre 2012 : «l'extrême droite ukrainienne entre au Parlement» et le témoignage : <http://leplus.nouvelobs.com/louismonnier>

TRAVAILLEURS «DÉTACHÉS»

Les patrons en profitent

Lundi 9 décembre, les ministres du travail des membres de l'Union européenne ont abouti à un accord sur les salariés «détachés», accord qui ne changera pas grand-chose à une situation fondamentalement favorable aux patrons.

Il y aurait 1,2 million de travailleurs détachés dans l'Union européenne. En France, selon les derniers chiffres du ministère du Travail, le nombre de travailleurs détachés devrait augmenter de 23% cette année pour frôler les 210 000. Et ceci sans compter les travailleurs non-déclarés, entre 100 et 200 000. Le principal secteur concerné est la construction (33% des travailleurs détachés) mais il n'est pas le seul. Le statut des détachés est défini par une directive européenne de 1996. «Un travailleur est considéré comme "détaché" s'il travaille dans un État membre de l'UE parce que son employeur l'envoie provisoirement poursuivre ses fonctions dans cet État membre. Par exemple, un prestataire de services peut remporter un contrat dans un autre pays et décider d'envoyer ses employés

exécuter ce contrat sur place. (...)» Le principe est le suivant : vous êtes par exemple patron du bâtiment, et vous avez besoin de dix coffreurs. Au lieu de les embaucher selon les conditions de la convention collective, vous passez un marché avec une entreprise étrangère qui enverra les dix coffreurs demandés sur votre chantier. Aux termes de la directive, le salaire et les conditions de travail de l'employé détaché relèvent des règles du pays dans lequel il travaille : un travailleur détaché en France doit donc normalement toucher au moins le Smic... Mais les cotisations sociales appliquées sont celles du pays d'origine.

«Plombier polonais», travailleur français, même combat!

Le fait que les cotisations sociales soient celles du pays d'origine

permet aux patrons de profiter de la disparité des systèmes sociaux en Europe en faisant venir des travailleurs des pays où existe une protection sociale au rabais. À cette utilisation de la réglementation s'ajoute l'insuffisance des contrôles et une multitude de combines au détriment des travailleurs qui aboutissent au non-paiement effectif des cotisations sociales, à la retenue de frais plus ou moins fictifs sur leur salaire, etc. Malgré les déclarations hypocrites du Medef, en dernière analyse, ce sont les patrons qui profitent de ce système et, parmi eux, ceux des plus grandes entreprises qui, comme dans le bâtiment, soustraient en cascade et, en cas de problème, se défaussent sur la petite entreprise sous-traitante. L'accord conclu lundi à Bruxelles

élargit les possibilités de contrôle et augmente la responsabilité des donneurs d'ordre en cas de fraude. N'en déplaise à Michel Sapin, le nouveau texte ne fera qu'aménager à la marge une situation qui arrange le patronat. Face à lui, le «plombier polonais» et le travailleur français ont le même intérêt. Comme le dit un député suédois à propos de son pays : «Il faudrait revenir au principe selon lequel quiconque est employé en Suède doit bénéficier des mêmes règles qu'un travailleur de nationalité suédoise». Autrement dit, il s'agit de demander la mise en œuvre de cette vieille revendication du mouvement ouvrier : «À travail égal, salaire égal». Et le salaire inclut, bien entendu, non seulement le salaire direct, mais les cotisations sociales!

Henri Wilno

THAÏLANDE

Le Parlement dissous, et après ?

La dissolution du Parlement thaïlandais ne met pas un terme à la crise qui secoue le royaume, car l'opposition ne veut pas de nouvelles élections.

Depuis plus d'un mois, l'opposition fait le siège du gouvernement, mobilisant massivement dans la capitale. La Première ministre, Yingluck Shinawatra, a annoncé la dissolution du Parlement et la tenue de nouvelles élections – en février prochain ? – afin de « laisser le peuple décider ».

Opposition politique et crise institutionnelle

Problème : l'opposition ne veut pas laisser le peuple décider tant elle craint de perdre les élections. Le scénario s'est produit depuis 2006 de façon répétée quand le parti de Thaksin Shinawatra (frère de l'actuelle Première ministre et lui-même ancien Premier ministre) a été renversé par des coups d'État plus ou moins avoués, mais a regagné haut la main les élections qui ont suivi. Rien n'indique que le fort mal nommé Parti démocrate, à la tête de l'opposition parlementaire, ait depuis élargi sa base électorale, limitée pour l'essentiel à Bangkok et au Sud. De plus, un vent très réactionnaire souffle sur les classes moyennes et les élites de la capitale. Le principe même du suffrage universel est remis en cause, les « masses » ignares ne pouvant à leurs yeux voter avec raison. Ainsi, Suthep Thaugsuban, l'actuel chef de file des manifestations anti-Thaksin, exige la création d'un (encore une fois mal nommé) « conseil du peuple » non élu, en lieu et place du gouvernement.

La nomination par le roi de l'homme d'affaires Thaksin Shinawatra au



Des opposants au gouvernement thaïlandais. DR

poste de Premier ministre en 2001, puis son succès électoral en 2005, ont ouvert une profonde crise institutionnelle. Cet ancien lieutenant-colonel de police s'est enrichi grâce à ses relations (il n'est pas le seul !), a mené une répression brutale dans le Sud où règne un irrédentisme musulman (la population thaïlandaise étant en majorité bouddhiste) et a engagé une guerre sanglante contre les trafiquants de drogue dans la capitale. Mais il a aussi – ce qui a mis les élites traditionnelles en fureur – développé des plans d'aide sociale au profit du petit peuple des villes et des campagnes dans les régions déshéritées du Nord et du Nord-Est, ce qui lui assure une large base électorale. Bien qu'étant royaliste, il a ce faisant empiété sur les prérogatives du roi censé être la seule figure tutélaire « protectrice des pauvres ». Condamné par une cour de justice aux ordres pour corruption, Thaksin vit en exil, mais son parti continue d'emporter les élections.

Riches élites ou classes populaires ?

La Thaïlande traverse une crise de régime sans fin. Les élites bangkokiennes rejettent tout renouvellement (Thaksin n'est à leurs yeux qu'un parvenu) et se replient sur les traditions les plus autoritaires et hiérarchiques. Le « crime » de lèse-majesté est utilisé pour faire taire les critiques, alors que l'autorité de la famille royale décline : le vieux Bhumibol Adulyadej (Rama IX), malade, garde le silence face à la crise et sa succession s'annonce difficile. Les cours de justice sont politisées au point de s'affranchir totalement du droit. Les possédants ne reconnaissent aucune légitimité aux élections, même et surtout quand elles expriment effectivement un choix populaire : les succès électoraux du clan Shinawatra ne sont pas volés.

Il y a évidemment un gouffre entre le riche clan des Shinawatra et les prolétaires ou paysans pauvres qui ont fourni l'essentiel des « chemises

rouges » descendues défendre Thaksin à Bangkok, et qui ont au fil des ans payé cet engagement de nombreux morts. Mais depuis la quasi-désintégration du Parti communiste dans les années 80, il n'y a plus dans le royaume de mouvement politique de gauche à même de les représenter. Thaksin est le seul politicien bourgeois à avoir introduit des mesures effectives de protection sociale. Ils savent aussi que l'opposition veut leur retirer jusqu'au droit de vote. Même si les Shinawatra ont plus d'une fois trahi les intérêts de leur base populaire, cette dernière n'est pas indifférente à l'issue des conflits en cours.

Que va-t-il se passer ? Cela dépend essentiellement de l'armée. Elle a écrasé hier les Chemises rouges, renversé Thaksin, mais conclut aussi récemment un accord avec le clan Shinawatra. Elle se prépare à la mort du roi. Pour l'heure, c'est elle qui aura probablement le dernier mot. **Pierre Rousset**

TUNISIE Ennahdha s'accroche au pouvoir

Le 9 octobre, après plusieurs semaines de négociations, le « quartet »¹ se félicitait d'avoir fait signer à 21 partis, dont Ennahdha, une « feuille de route » censée être mise en œuvre avant la fin du mois : formation d'un gouvernement indépendant des partis, adoption de la nouvelle Constitution par l'Assemblée nationale constituante (ANC), mise sur pied de l'instance chargée d'organiser les élections, élaboration de la loi électorale. Au 9 décembre, soit deux mois plus tard, aucune de ces tâches n'était réalisée.

Enlèvement du « dialogue national »

Le parti islamiste avait en effet choisi de faire le dos rond face à l'ampleur des mobilisations ayant suivi l'assassinat d'un deuxième dirigeant du Front populaire le 25 juillet. Mais il a ensuite multiplié les manœuvres pour rester au pouvoir. Il a notamment utilisé une clause, qu'il avait fait ajouter, qui liait la démission du gouvernement à l'adoption de la Constitution. hégémonique à l'ANC. Ennahdha n'a eu ensuite aucune difficulté à en bloquer le fonctionnement pour enliser le processus. Poussant le bouchon un peu plus loin, le Président d'Ennahdha expliquait le 17 novembre : « le gouvernement actuel est venu par les urnes et ne remettra les rênes du pouvoir qu'entre des mains sûres.

Il ne démissionnera pas avant l'achèvement de la rédaction de la Constitution et la formation de l'Instance supérieure indépendante des élections ».

Ennahdha y a ajouté des blocages répétés sur les noms présentés pour succéder au Premier ministre en place.

Ennahdha continue à sévir

Résultat, le départ d'Ennahdha du gouvernement est sans cesse repoussé. Pendant ce temps, le Premier ministre, ancien ministre de l'Intérieur, a une manière très particulière d'« expédier les affaires courantes »... Expédier les journalistes, les avocats et les rappeurs en prison. Expédier les affidés d'Ennahdha dans tous les recoins de l'administration afin de préparer

des élections plus que périlleuses pour son parti. Expédier à l'étranger des milliards pour continuer à rembourser les dettes contractées par Ben Ali. Expédier encore plus la population dans la pauvreté avec une loi de finances pour 2014 appliquant à la lettre les diktats des puissances occidentales, du FMI et de la Banque mondiale.

Redémarrage des luttes

Ce « dialogue » qui traîne en longueur a contribué à faire retomber les grandes mobilisations d'août qui demandaient la chute immédiate du gouvernement et la dissolution de l'ANC. S'y sont ajoutés les atermoiements politiques et le climat d'insécurité entretenu par le pouvoir. Face à la stérilité de ces négociations,

les luttes se multiplient pour faire entendre les exigences de la population, comme le montrent la multiplication de grèves régionales comme à Gafsa, Siliana, Gabès ou Tozeur, ainsi que les nombreux conflits de secteurs (santé publique, recettes des finances, magistrats, avocats, cheminots, diplômés-chômeurs...).

F. Khalmat

Adapté d'un article publié par la LCR (Belgique). 1- Le « Dialogue National » a été initié par le « Quartet » constitué de l'UGTT, de l'Utica (patronat), de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) et de l'Ordre des avocats. Outre Ennahdha, participent notamment à ce « dialogue » Nidaa Tounes et ses alliés, ainsi que les trois partis du Front populaire représentés à l'Assemblée : le Parti des travailleurs (ex-PCOT) ainsi que le PDDU et le Courant populaire auxquels appartenaient respectivement Chokri Belaïd et Mohamed Brahmî.



Le monde en bref



DR

HONDURAS

La droite vole à nouveau le pouvoir !

Le 28 juin 2009, le président légal et légitime du Honduras, Manuel Zelaya, a été arrêté. Les militaires lui reprochaient des accords avec le Venezuela de Chávez dans le cadre de l'Alba, un certain nombre de réformes sociales et réformer la Constitution pour pouvoir être réélu une nouvelle fois...

Ce coup d'État militaire a été légitimé par des élections à l'automne suivant dans un climat de répression des mouvements sociaux liés au Front national de résistance populaire. Les États-Unis ont rapidement reconnu ces élections réalisées par le gouvernement putschiste, puis les différents pays latino-américains ont fini par se résigner à reconnaître ce pouvoir illégitime.

Putsch électoral

Depuis ce coup d'État de 2009, les assassinats de journalistes, de militants syndicaux et paysans se sont multipliés au Honduras. Les inégalités se sont creusées au point que les deux tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le 24 novembre, les électeurs du Honduras étaient appelés à de nouvelles élections présidentielles opposant Juan Orlando Hernández, candidat de la droite au pouvoir, à Xiomara Castro, candidate du parti Liberté et Refondation (Libre), épouse de Manuel Zelaya, proposant un « socialisme démocratique hondurien ».

Xiomara Castro revendique la victoire mais le Tribunal suprême électoral a accordé l'élection à son adversaire dans des circonstances troublantes : candidats fantômes au service de Juan Orlando Hernández dans les instances électorales, achat massif de voix, registre électoral incomplet, personnes décédées ayant voté... L'Organisation des États américains, sous influence étatsunienne, et l'Union européenne se sont pourtant empressés de féliciter ce processus électoral « transparent », en dépit des oppositions des observateurs électoraux sur place.

Xiomara Castro a officiellement attaqué vendredi 6 décembre le résultat de l'élection présidentielle et dénonce des irrégularités dans 20 % des actes électoraux. Libre est un parti hétérogène. Certains secteurs recherchent une alliance politique avec le Parti libéral qui enterrerait la victoire de Juan Orlando Hernández. Pourtant, dès l'annonce de ces résultats, près d'un millier d'étudiants ont manifesté pendant plusieurs jours dans les rues de Tegucigalpa contre les fraudes et ont été dispersés par la répression policière. Aucune conciliation avec les putschistes n'est possible, solidarité totale avec les Honduriens qui résistent aux voleurs ! **Pedro Huaracya**



C'est pas un cadeau? Eh bien si!

Morceaux de culture...

Dossier coordonné par Catherine Segala

“ Hugo Chesnard, **Coffret DVD** La France qui se lève tôt

(livre + DVD), éditions Reflets d'ailleurs, 2012, 17 euros.

Entretien. Hugo Chesnard est réalisateur. Il est entre autres l'auteur des clips officiels de la campagne présidentielle de Philippe Poutou et des trois clips de la campagne financière du NPA. Il a aussi réalisé La France qui se lève tôt, une opérette sociale sur le thème des sans-papiers.

Nommé aux Césars 2012, ce court-métrage raconte l'histoire de l'expulsion d'un travailleur sans papiers sous la forme d'une comédie musicale. Musique, chorégraphie, poésie : loin du traitement réaliste, Hugo Chesnard utilise un registre original et projette le débat dans un univers artistique qui permet d'échapper au pathos et au manichéisme.

Ce film a rencontré un grand succès dans différents festivals. Un excellent cadeau militant pour Noël.

Comment t'est venue l'idée de faire ce court-métrage ?

La France qui se lève tôt s'inspire de l'histoire de l'expulsion en 2006 d'un travailleur sans papiers, Souleymane Bagayogo. Avec ses collègues et la CGT du 93, il avait assigné leur direction aux prud'hommes pour protester contre certaines conditions de travail. Et la police est venue les arrêter sur leur lieu de travail.

empêché l'avion de décoller.

La dramaturgie de ce fait divers m'a tout de suite intéressé.

Pourquoi avoir traité ce sujet par le biais de la comédie musicale ?

J'ai d'abord choisi une trame très réaliste, très pédagogique, qui se rapprochait d'un esprit cinéma vérité. Le problème de cette première version de scénario était simple : tout ce qui était

histoire sous forme de comédie musicale, de prendre à revers cette brutalité directe de la vie et sortir du pathos pour en faire quelque chose de plus sarcastique.

Comment s'est passée la construction du personnage de Souleymane ?

Je me suis écarté de la vie du véritable Souleymane pour inventer un expulsé « type » symbolisant le parcours de tous les expulsés. « Je reviendrai et je serai des millions », disait Spartacus. Souleymane est comparable à ce genre de personnage héroïque, qui se soulève même si la réussite est incertaine. Ce n'est pas le résultat qui nous intéresse ici, mais le combat.

Souleymane a-t-il vu le film ?

Par le réseau de militant, j'ai pu retrouver le contact de Souleymane. Alors que nous étions en plein tournage, il m'a appris au téléphone que suite à un combat syndical acharné, il avait gagné le droit de revenir en France pour son procès aux prud'hommes, qu'il avait gagné, et qu'il avait par la suite été régularisé.

Le film qui devait se terminer par un carton de fin tragique « Expulsion de Souleymane » venait de gagner deux cartons de fin supplémentaires qui résumeraient cette lutte victorieuse. Une fois le film terminé, Souleymane est venu chez moi voir le film. On est toujours en contact aujourd'hui.

Propos recueillis par Thibault Blondin



Musique

Mobilisation générale, french protest and spirit jazz 1970-76, Born Bad records, CD 15 euros (disponible en double vinyle).

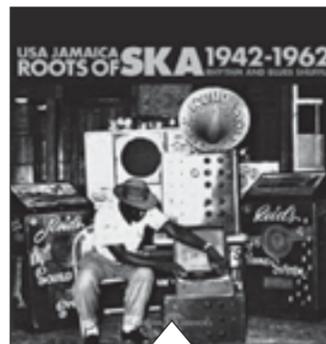
Les bacs des disquaires ont un air de révolte au tournant des années 60-70. Avec l'émergence du free jazz et de toute une série d'explorateurs de nouveaux sons, de nouveaux mélanges des (mauvais) genres. Au cours de cette période, peut-être pour se prémunir d'un public trop esthète, des rencontres ont lieu ou sont provoquées entre musiciens de la mouvance du free jazz et des voix engagées, révoltées.

Le label Born Bad a eu l'excellente idée de ressortir une série de ces expériences, qui pour certaines étaient devenues introuvables (déjà à l'époque certaines avaient connu une publicité très restreinte) et de les compiler.

On retrouve en particulier l'Art ensemble of Chicago avec Alfred Panou qui clame « je suis un sauvage », ou encore Areski et Brigitte Fontaine déjà bien agités. On réécouterait avec joie François Tusques, un impressionnant pianiste pionnier du free jazz en France qui, avec le collectif le Temps des cerises, interprète « nous allons vous conter... », une sorte de manifeste foutraque contre la circulaire Fontanel (qui voulait lier l'obtention d'un contrat de travail à l'obtention d'un titre de séjour).

Si certains titres semblent aujourd'hui un peu naïfs ou grandiloquents, l'ensemble reste assez cohérent et donne à entendre un peu de ce que fut cette période où l'on tentait de bousculer les frontières culturelles politiques et musicales. Pour celles et ceux qui n'ont pas jeté leur vieille platine vinyle, l'album est aussi sorti en double vinyle, et il est beau, ce qui ne gâche rien à la fête.

Pierre Baton



Musique

Roots of ska, USA-Jamaica 1942-1962: rhythm and blues shuffle, Frémeaux & associés, 3 CD, 30 euros.

Avant le reggae, il y eut le rocksteady, et avant encore, le ska, la première musique explicitement jamaïcaine, celle qui accompagna l'indépendance de l'île en 1962. Les Waillers gravèrent alors les premières versions sautillantes de certains de leur futurs classiques mondiaux (« One Love », « Put it on », etc.). Mais cette rythmique particulière ne naquit pas de nulle part, elle émergea par lente incubation sonore du bain culturel des sound-system de Kingston. Ces lieux où dans les années 50, toute une jeunesse écoutait les hits r'n'b de La Nouvelle-Orléans et de tout le sud ségrégationniste, qui débarquaient le matin même parfois par bateau. Les « stars » se dénommaient Louis Jordan, T-Bone Walker, Rosco Gordon, etc. ces petits héros oubliés d'un blues fiévreux qui ne s'appelaient pas encore « rock'n'roll », et auquel le journaliste Nick Tosches consacra ses plus belles chroniques.

Puis certains artistes locaux décidèrent de marcher dans les pas de leurs héros, de livrer un « jamaican shuffle » où les jeunes Bob Marley, Owen Gray ou Cornell Campbell prennent petit à petit leurs marques. On y devine déjà ce petit skank tape cul qui n'a pas fini de faire danser le monde. En 3 CD, ce coffret vous permet donc surtout de comprendre à quel point la musique populaire est d'abord une affaire de « vol sain » et pas de copyright...

King Martov



Après un passage dans un centre de rétention, Souleymane a été contraint d'embarquer dans un avion, en direction du Mali qu'il a quitté depuis 10 ans. La CGT s'est mobilisée et a manifesté dans l'aérogare, a informé les passagers. À bord, les protestations des passagers ont

décrié – passage à tabac, condition de rétention, cris et larmes de la femme de Souleymane, caractère brutal des flics – bien que véridique, était insupportable à lire et encore plus à voir. Le pathos de la situation était insurmontable. Puis est venu l'idée de traiter cette

DR

TRW DIJON-LONGVIC (21)

Luttes sans frontière

Depuis 9 mois, les métallos de TRW Longvic luttent pour le maintien du site. Sous-traitant pour l'automobile, TRW a plusieurs usines en Europe. Après Genk en Belgique, Düsseldorf en Allemagne, ils se sont déplacés à 40 (un quart de l'effectif), syndiqués ou non, en Pologne le 28 novembre.

Ils avaient préparé un tract unitaire en polonais, dénonçant les menaces sur plusieurs sites de TRW. Les accompagnaient une députée PS de Côte-d'Or, la secrétaire de l'UD CGT 21 (majoritaire à TRW Longvic), leur avocat, une journaliste de *Libération* et un correspondant de *l'Anticapitaliste*...

Jonction avec des syndicalistes polonais

En coordination et avec l'appui des syndicalistes de Sierpien 80 (Août 80), le tract a été diffusé sur les deux sites de TRW à Bielsko Biala (à 2 heures de Cracovie) et à Czechowice durant 4 heures. Les vigiles étaient mobilisés à l'entrée et des véhicules de police stationnaient ostensiblement. Malgré cette pression, les salariés des deux sites, notamment les jeunes, ont bien accueilli la diffusion.

La police avait prévenu qu'il ne fallait pas de groupe de plus de 14 personnes... Mais tous se sont retrouvés devant la principale usine en fin de journée, provoquant une certaine panique du côté des vigiles comme de la police. Pour marquer la fin de l'action, gilets jaunes « TRW francja » et gilets oranges « Sierpien 80 » ont été échangés.

Vers d'autres actions sans frontière ?

Les TRW se sont promis de revenir en Pologne, notamment avec les salariés de TRW Allemagne, pour réaffirmer la nécessité de se coordonner, conscients que l'on ne peut sauver l'emploi sans convergence des luttes. Les salaires de base à TRW en Pologne tournent entre 1 600 et 1 700 zlotys (350 à 380 euros). Face à une direction qui ne cesse de pratiquer les licenciements boursiers en surfant sur les inégalités salariales, les TRW de Longvic veulent continuer le tour des sites. Le 19 décembre prochain, ils comptent bien tirer les sonnettes de leur patron européen, au siège de Shirley, à côté de Birmingham en Angleterre.

Yves Hollinger

LOGEMENT

Pendant l'hiver, les mobilisations continuent

Alors que la période de la trêve hivernale devrait être le temps où les expulsions cessent, où les mal-logés ont un moment de répit, cette année les luttes de l'été et de l'automne se prolongent en hiver. Un signe de la dureté de la crise, de l'aggravation des situations vécues par les mal-logés et de la violence de l'État.

On s'habitue à l'irrationnel. Le dispositif Dalo « Droit au logement opposable » a été mis en place sous Chirac et Villepin. Il reconnaît des personnes comme prioritaires au logement et leur permet d'engager des poursuites contre l'État s'il ne s'exécute pas. Mais pourquoi doivent-elles se battre aujourd'hui pour leur logement ? Parce que l'État dit et fait le contraire : il ne relogé pas, ou si peu. Ainsi, 6 000 sont en attente d'un logement en Seine-Saint-Denis et certainEs sont mêmes expulsés du logement insalubre qu'ils occupent sans solution alternative.

sont installés en plein cœur de Paris sur une place de la République qui vient d'être refaite : une belle façon de l'inaugurer. Il a fallu un mois et demi de campements, d'interventions brutales de la police, de procédure judiciaire donnant au DAL le droit de manifester sur la place pour aboutir finalement à des négociations avec le ministère (cf. interview de Jean-Baptiste Eyraud dans *l'Anticapitaliste* n°215). Un accord a été signé fin novembre prévoyant le relogement des 300 familles et l'hébergement pour toutes dans l'attente d'un logement. Cette lutte et cette victoire mettent en évidence la crise du logement et

très difficiles de logement quand ils en ont un. Non seulement l'État peine à reloger mais il continue d'expulser. C'est ainsi qu'il vient d'évacuer le vendredi 6 décembre le squat du 58 rue de la Mouzaïa dans le 19^e arrondissement de Paris, 150 personnes qui vont remplir les lieux d'hébergement alors qu'il n'y avait aucune urgence à le faire.

115 : échec sur toute la ligne

De l'hébergement, parlons-en. La faillite est spectaculaire et dramatique. Le 115 est un numéro groupé ouvert à toutes celles et ceux en quête d'un hébergement. Il n'est pas joignable ! Les assistantes sociales qui doivent

demandes c'est-à-dire en avril et en octobre, début et fin de la trêve hivernale.

À Saint-Denis, les habitantEs des deux immeubles insalubres qui ont été expulsés au mois de juin viennent de passer leur sixième mois ferme à la rue. Expulsés comme occupantEs squatteurEs, dans le cadre de la rénovation du centre ville, ils n'ont pu disposer du moindre hébergement jusque-là. Aujourd'hui, avec la période hivernale, la préfecture persiste dans son mépris des habitantEs. Dans le même temps où elle ouvre un centre d'hébergement à Saint-Denis même, elle ne leur propose que 5 places à Neuilly-sur-Marne, dans un pavillon de l'hôpital psychiatrique, en zone 4, avec des horaires incompatibles pour toutE salariéE du bâtiment ou de la restauration. Les autres devront passer par le 115. Bref on leur propose de passer par un dispositif qui ne marche pas. Cela ressemble fort à une punition que le nouveau préfet tente de leur infliger pour ne pas avoir disparu depuis leur expulsion...

L'État déclare la guerre ?

Ce nouveau préfet, Philippe Galli, fait montre de la plus grande intransigeance vis-à-vis des sans-papiers, de leurs associations, de soutiens, parvenant à faire regretter l'ancien préfet Christian Lambert, ancien policier proche de Sarkozy. Il a déclaré dans son discours d'investiture en octobre : « Avec 170 nationalités enregistrées, le 93, c'est l'ONU ! Le défi de l'État, avec les collectivités locales, est d'arriver à mixer les populations, à attirer des populations solvables. » Comme déclaration de guerre, on ne fait pas mieux.

À l'initiative du DAL, les associations et les collectifs de mal-logés du 93 appellent à une marche en direction de la préfecture samedi 14 décembre (14 heures place du 8-Mai-1945 à La Courneuve) pour le respect du droit à l'hébergement et au logement.

JMB



Une belle banderole dans la manifestation du 30 novembre à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Victoire à Paris pour les Dalo !

C'est ainsi que le DAL a engagé un bras de fer avec le ministère du Logement pour le relogement de 300 ménages, essentiellement prioritaire Dalo. Depuis juillet, c'est la quatrième fois que des campements

surtout son caractère dramatique pour ceux qui la subissent. Derrière les Dalo, il y a toutes celles et ceux qui ne sont pas reconnuEs, qui ne peuvent pas l'être par la commission de médiation préfectorale, mais qui vivent des conditions

en passant par lui pour répondre à une situation de mal-logement appellent dès le matin en continu, souvent pour rien... En Seine-Saint-Denis, le 115 ne décroche en moyenne qu'à 15% des appels reçus mensuellement, sans tenir compte des périodes de fortes

RÉPRESSION ANTISYNDICALE De l'observation au combat

L'Observatoire de la répression et de la discrimination syndicale a été initié par la fondation Copernic, avec le soutien des syndicats CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, des avocats de France (SAF) et de la magistrature (SM).

Il tenait son deuxième colloque le mercredi 27 novembre. Une assemblée de deux cents personnes regroupant des syndicalistes, des inspecteurs du travail, des sociologues, et des représentants de toutes les fonctions judiciaires (juges, avocats, conseillerEs du salariéE, etc). Le thème de ce colloque était la confrontation entre le droit inscrit dans les textes sur

l'interdiction de toute discrimination antisyndicale et la réalité, le quotidien dans l'entreprise.

Dénoncer et lutter

D'un bout à l'autre de la chaîne, les constats sont accablants : dans l'entreprise, harcèlement, pressions et répression tendent à empêcher de façon systématique la présence, l'activité syndicale. Et sur le terrain

juridique, c'est la course d'obstacles : manque de moyens de l'inspection du travail, refus de poursuivre les actions ou lourdeurs de celles-ci dans l'ensemble des instances judiciaires. Pourtant des succès existent, depuis les batailles sur la discrimination de syndicalistes jusqu'à des condamnations d'employeurs au pénal. Mais la route est encore longue et semée d'embûches pour que

la contestation du pouvoir patronal dans les entreprises ne fasse plus l'objet d'une répression sans commune mesure avec celle appliquée aux patrons voyous. Faire connaître toujours plus largement ces injustices flagrantes, construire les instruments sur lesquels pourront s'appuyer les mobilisations anti-répression devraient être les objectifs de l'Observatoire.

Robert Pelletier

BRETAGNE

Un pacte... sans avenir pour les salariés



RYTHMES SCOLAIRES **Après la grève du 5, la mobilisation doit continuer**

La grève unitaire du 5 décembre a été suivie au même niveau que les grèves des 13 et 14 novembre, appelées par les seules FO, la CGT et Sud, sans le SNUipp-FSU.

Avec 40 à 50% de grévistes, le chiffre n'est pas mauvais, d'autant qu'il s'agissait pour certaines villes de la septième journée de grève en un an. Mais il est clairement décevant quand on sait que, FO, CGT et Sud, très minoritaires, et la moitié des sections départementales du SNUipp-FSU avaient réussi à entraîner autant de monde un mois avant. Dans les secteurs militants, la discussion se mène sur les raisons de ce relatif échec. Ce qui remonte au premier plan est le « manque de détermination » du syndicat majoritaire, le SNUipp. Malgré la pression de nombreuses sections locales, la direction aura vraiment tout fait : à quelques jours de la grève des 13 et 14 novembre, elle aura proposé cette grève début décembre, ce qui a eu pour effet de diviser ceux qui étaient prêts à attendre et ceux qui voulaient partir tout de suite. La grève du 5 décembre est du coup apparue comme trop tardive, et sabote les possibilités de grève reconductible puisqu'elle est organisée à une semaine des remises de livrets et deux semaines des vacances de fin d'année. C'est tout le paradoxe de la situation... Jamais le syndicat majoritaire n'a eu de position aussi combative : alors qu'il était clairement favorable à la réforme l'an dernier, il s'affiche aujourd'hui « pour une réécriture complète du décret » sur les rythmes scolaires ; jamais les jalons pour une mobilisation nationale n'ont été aussi bien



Dans les rues de Paris, jeudi 5 décembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

posés ; jamais le gouvernement n'a été en aussi mauvaise posture. Et pourtant c'est actuellement le découragement qui domine.

Profiter de la faiblesse du gouvernement

Il n'est pourtant pas question de se démoraliser. D'abord parce que depuis un an la combativité des personnels reste forte (la grève du 5 décembre est souvent plus réussie, là où celle du 14 novembre était faible), mais aussi parce que le gouvernement est en position difficile.

Ainsi, les mairies PCF de Bagnolet et Vitry-sur-Seine ont indiqué qu'elles n'appliqueraient pas la réforme. Il en est de même pour de nombreuses mairies de droite, alors que l'UMP, qui aujourd'hui dénonce la réforme, l'a préparée et a d'ailleurs le culot de proposer à l'Assemblée une loi encore pire : que les rythmes soient décidés par les maires sans droit de veto des rectorats, donc d'en finir complètement avec l'Éducation nationale... Et le gouvernement a annoncé qu'il renonçait à obliger ces mairies à appliquer la réforme.

Le ministère allume des contre-feux sur plusieurs thèmes : le statut des enseignantEs (il annualise le temps de travail des remplaçantEs dans les écoles et remet en cause le temps de travail hebdomadaire dans les lycées et collèges), les programmes scolaires... Ces contre-feux pourraient, avec un peu de volonté syndicale, se transformer en braises chaudes pour construire une mobilisation nationale contre la remise en cause des statuts et contre le développement des inégalités.

En effet, les enquêtes PISA le montrent, et les réformes Darcos et Peillon en sont les moteurs : quand on casse les enseignantEs, quand on leur rend le travail plus difficile et plus rigide, on obtient un système qui reproduit fortement les classes sociales.

Ça ne fait que commencer.

Antoine Larrache

MOULINS MAUREL (13)

Occupation et solidarité

Depuis le 30 novembre, les salariés des Moulins Maurel (Marseille 11^e) occupent leur usine officiellement fermée depuis le 1^{er} décembre. Ils ont décidé de « mettre l'outil de travail sous protection »...



DR

Passé devant le TGI le 21 novembre, le « plan social » doit être jugé le 19 décembre. Une annulation permettrait de prolonger la recherche d'un repreneur, entamée à l'initiative du CE, et surtout de regonfler le moral des salariés qui se trouvent souvent bien seuls.

Diverses possibilités se sont manifestées, mais des pressions de toutes sortes et surtout un désintérêt évident du ministère du « Redressement productif » n'ont pas permis des avancées concrètes. Le représentant de Montebourg ne s'est décidé à les rencontrer que trois jours avant la fermeture !

Fin... et suite ?

C'est pour se donner un maximum de chances de poursuivre l'activité, en bloquant les 3000 tonnes de blé encore dans les silos, que les travailleurs du site ont décidé cette occupation. Pour cela, ils ont reçu l'aide de salariés de l'UL CGT, de Fralib, de militants du NPA ou du FdG, qui viennent en particulier renforcer les gardes de nuit. Car devant le peu d'empressement du mini-Montebourg (le commissaire au « redressement des profits ») à les aider, les salariés ont bien compris que seul le mouvement ouvrier était capable de manifester sa solidarité.

Une rencontre avec un nouveau repreneur qui s'est manifesté récemment, la CGT Agro et le syndicat de l'usine, doit encore avoir lieu en préfecture ce jeudi 12 décembre, soit une semaine avant le délibéré du TGI. De ces échéances dépendra la suite du mouvement d'occupation. La solidarité de militants de tous horizons est donc précieuse, à l'image de la visite de notre camarade Olivier Besancenot qui, après Philippe Poutou en juin, est venu les soutenir fin octobre.

Jean-Marie Battini

TRANSPORT ROUTIER **C'est dans la rue qu'on gagne**

Environ 600 salariés du transport routier ont manifesté le mardi 3 décembre. À l'appel de 5 syndicats, ils défendaient le congé de fin d'activité (CFA), réclamaient une hausse générale des salaires de 5%, et ont obtenu une première victoire.

Le CFA est un régime de pré-retraite commun à tout le transport routier (marchandises, voyageurs) soit 618 000 personnes. C'est un acquis d'une lutte, le conflit massif de 1996, qui permet aux salariés de partir à 55 ans (57 depuis la réforme Fillon) pour compenser la pénibilité et la dangerosité des métiers concernés. De plus, il entraîne le remplacement des partants par l'embauche en CDI de jeunes qui, sans cela, seraient aujourd'hui sans emploi. La mobilisation a payé car le

patronat a dû passer les cotisations aux collecteurs du CFA de 2% à 2,8%, une revendication commune des syndicats CFDT-CGT-FO-CFTC-CGC. Cette cotisation est financée à 60% par les employeurs et 40% par les salariés, ce qui va permettre de compenser le déficit de 16 millions. Pour la CGT, « c'est une belle victoire acquise dans l'unité », mais « le combat n'est pas pour autant terminé » car l'État annoncera en 2014 son désengagement sur les subventions. C'est donc une victoire à très court terme !

Le salaire de la peur

Les salariés revendiquent une augmentation de 5%, mais les négociations piétinent. Le patronat propose une hausse indécente de 0,5%, ce qui fait qu'avec celle du Smic (1,4% en janvier), le début de la grille des salaires sera en dessous de celui-ci...

Dans le transport, le plus haut coefficient culmine à peine à 36 centimes au dessus du Smic et c'est le nombre d'heures travaillées qui fait la paye. C'est une branche où les salariés peuvent encore atteindre

250 heures mensuelles !

Pour les prochains rendez-vous les 16 et 18 décembre, « ces dossiers pourraient être bouillants, pour ne pas dire bloquants », avertit l'intersyndicale. Trop d'heures, trop pénible, trop dangereux, trop polluant : absolument capitaliste ! Alors, une grève dure et massive, comme en 84, 92, 94 ou 96, pour tout bloquer, pour la nationalisation et la rationalisation sous contrôle ouvrier du transport et de la logistique ? Chiche !

Damien Lanchron

Produit d'une activité gouvernementale menée tambour battant, le pacte d'avenir pour la Bretagne, document de 87 pages, serait lourd de 2 milliards d'euros... Sauf que cet effet d'annonce combine mesures nouvelles et opérations déjà en cours. Bien éloigné de l'intérêt des travailleurs bretons.

Àn'en point douter, la précipitation dans la rédaction de ce document ne vise qu'à tenter d'étouffer un mouvement social et une explosion de colère très enracinés dans le contexte breton, qui ont ébranlé le gouvernement et son armada de ministres bretons... Pourtant la lecture de ce pacte semble bien loin de faire l'unanimité parmi les « acteurs économiques et sociaux » (sauf peut-être le Medef) et du côté de celles et ceux qui ont participé massivement à la révolte bretonne.

Il y a les critiques venues de l'UDB ou Christian Troadec, qui dénoncent à la fois le manque de concertation, de démocratie et la non-prise en compte des attentes de la société bretonne au travers d'un plan classique État/Région qui ne « promet aucune innovation institutionnelle ». Des syndicats, en particulier Solidaires, considère que le compte n'y est pas pour les salariéEs. Avec justesse, certains écologistes

dénoncent la confusion « entre simplification administrative et déréglementation », permettant le relèvement des seuils d'élevage et le passage d'une autorisation administrative à un simple enregistrement... Des propositions portées par le lobby porcin !

À l'évidence, si ce pacte va conforter le marché productiviste en distribuant des aides publiques sans aucune condition préalable, ni contrôle de l'utilisation de ces subventions, il est en revanche extrêmement timide dans les contraintes imposées aux capitalistes et aux actionnaires.

Les travailleurs oubliés

Étonnamment, la CGT annonce que le pacte « permet d'engager un travail sur la région pour donner aux salariéEs d'autres alternatives que le licenciement systématique (sic) »... et insiste « sur la qualité du dialogue social dans les entreprises », comme d'ailleurs la CFDT qui toutes deux se félicitent de

« l'instauration d'une instance régionale du dialogue social », comme cela a été fait pour les filières agroalimentaires...

De qui se moque-t-on ? De ces milliers d'ouvrierEs qui ont été jetés à la rue avec la bénédiction du dialogue social ? De ces dizaines de milliers de manifestantEs qui se sont opposés aux plans dit « sociaux », brutaux et destructeurs ?

Ce pacte d'avenir pour la Bretagne oublie tout simplement que ce sont les petitEs paysanEs et les salariéEs qui paient le prix fort de la « crise » du modèle économique libéral. Ce sont eux qui se retrouvent dans la détresse, alors qu'ils ont été exploités pendant des décennies au profit des géants de l'agroalimentaire et de l'accumulation des fortunes...

À aucun moment, ce pacte n'impose une suspension des licenciements, le maintien des emplois et rémunérations de tous les salariéEs, y compris les intérimaires très nombreux dans la

filière. Cette exigence aurait dû être le préalable à toute discussion de la part des organisations syndicales lors du lancement de ce pacte. Il n'en a malheureusement rien été, ni en préfecture de région ni dans le texte de l'intersyndicale lors des manifestations du 23 novembre. Seule FO a refusé ce faux dialogue, même si par la suite ce syndicat a quitté le mouvement de contestation sur de faux prétextes...

Ce plan, qui ne fait que prolonger les politiques passées, non seulement ne présente aucun « volet social conséquent » mais tourne le dos à la défense des salariéEs et à une voie ouvrant des perspectives réellement en rupture avec l'agro-business capitaliste et productiviste. Plus que jamais, la mobilisation sociale doit s'amplifier en Bretagne, à la fois contre les capitalistes et actionnaires et contre le gouvernement qui demeure sourd aux revendications des salariéEs et des plus démunis.

Correspondant



Les comités en action !

Nantes et Saint-Nazaire (44) Leçons de Bretagne. Les comités de Saint-Nazaire et Nantes ont organisé les 2 et 3 décembre deux réunions pour débattre de la révolte en Bretagne. Deux initiatives dont l'objectif était d'apporter des éclairages sur les enjeux de ce mouvement qui a fait polémique et les tâches des anticapitalistes. L'intervention des camarades venus de Quimper a porté principalement sur l'appel des salariéEs licenciéEs de Basse-Bretagne qui a conduit aux rassemblements du 2 novembre à Quimper, puis du 30 à Carhaix. Le débat, nourri de nombreuses questions et réactions, a mis en évidence les difficultés d'un mouvement émanant d'entreprises agroalimentaires peu syndicalisées, la place de l'auto-organisation, le mépris social et régional. La discussion a également pointé la difficulté de faire émerger un pôle ouvrier visible dans un conflit instrumentalisé par le Medef, la FDSEA, l'Institut patronal Locarn à travers le combat contre l'écotaxe.

Pour les participantEs, ce mouvement met en évidence la nécessité de coordinations des luttes à l'échelle du pays et de l'Europe. Les entreprises en faillite actuellement en Loire-Atlantique sont les premières concernées. Dommage que les organisations syndicales ne relèvent pas le défi de l'unité des luttes contre les licenciements.



Orléans (45) Réunion publique avec Philippe Poutou. Samedi 7 décembre après-midi, alors que les achats pour les fêtes battent leur plein, une quarantaine de personnes se sont rassemblées pour entendre les propositions du NPA dans la situation sociale et politique. La réunion a débuté par l'intervention d'une camarade enseignante, faisant le point sur la mobilisation contre la réforme des rythmes scolaires, puis un militant a relaté l'activité locale marquée par une ribambelle d'annonces de fermetures d'entreprises et de licenciements. Philippe Poutou a ensuite développé la politique de notre parti aujourd'hui : s'opposer résolument à la politique pro-patronale du gouvernement et œuvrer à la convergence des luttes. Sans cacher les difficultés de concrétiser une opposition de gauche au gouvernement, notre porte-parole a su montrer les raisons d'espérer dans une situation potentiellement explosive.

Le débat a tourné autour de nos perspectives de transformation sociale, des difficultés du mouvement social à trouver des débouchés. À noter les convergences de points de vue avec les militants de l'AL et des JC présents et la participation de travailleurs immigrés aux débats.

LES NÔTRES

Marcelle Debarge

Les militants du NPA du Gard ont la grande tristesse de faire part du décès brutal de leur camarade Marcelle Debarge à Nîmes le 15 novembre 2013. Issue d'une famille ouvrière du Nord, Marcelle avait milité à la LCR à Nîmes, puis au NPA. Pour Marcelle, le NPA devait prioritairement lutter avec et dans la classe des opprimés, afin qu'elle prenne le pouvoir et renverse radicalement le capitalisme. En dépit d'une santé fragile Marcelle était une militante active qui disait clairement ce qu'elle pensait devoir dire, même quand cela ne plaisait pas à tout le monde. Cependant sa détermination révolutionnaire, sa fidélité à ses engagements envers les classes exploitées et son caractère amical lui ont valu le respect et l'amitié de beaucoup de ses camarades, quelle qu'ait été leur tendance. Ils ne l'oublieront pas.

Le NPA du Gard

Campagne financière

Réussir le NPathon !

11 millions d'euros pour l'UMP, 78 millions d'euros (ce dernier week-end) pour le Téléthon... et 146 000 euros à cette heure pour le NPA ! D'accord, nous, nous rendons des comptes de campagne exemplaires. D'accord, notre centre de recherche est plus tourné vers le boson de la révolution que vers la génétique... Mais tout de même, le climat ambiant devrait encourager toutes et tous à se donner des armes, à la veille d'une année 2014 qui s'annonce pleine de combats.

Malgré la médiatisation de notre campagne financière ces derniers jours grâce aux clips, peu de voix se sont fait entendre à l'extérieur du NPA pour dire que « pour que la démocratie vive, il faut que le NPA atteigne son objectif de 1 million d'euros »... Pourtant, souvenez-vous du Sarkothon cet été. Malgré l'aspect révoltant d'un président-candidat, usant de la possibilité des dons – avec déduction fiscale – pour rembourser une campagne électorale bling bling aux comptes retoqués, de

nombreuses voix se sont élevées, même à gauche, drapées de vertus démocrates et républicaines, pour s'inscrire en soutien à la droite, voire pour donner.

Assumer notre indépendance

Souvenez-vous de Christian Bourquin, président socialiste de la région Languedoc-Roussillon et de son don de 150 euros pour le Sarkothon. Un don accompagné d'une lettre publique : « Monsieur le Président, vous trouverez ci-joint ma contribution personnelle afin de permettre à votre parti de sortir de la situation financière désastreuse dans laquelle il se trouve ». On grince des dents mais ce n'est encore rien, enfin presque. Le plus terrible est dans ces lignes : « Je vous rejoins lorsque vous affirmez que l'extrême droite ne saurait être la seule famille politique en capacité à s'opposer à la gauche dont je fais partie » avant d'affirmer que l'UMP peut compter sur son esprit républicain...

Le sénateur PS de Haute-Saône, Jean-Pierre Michel, s'était lui acquitté de la somme symbolique de 1 euro pour « que Carla Bruni [ne] soit obligée de chanter dans le métro ou que monsieur Copé [ne] soit

obligé de laver les vitres dans sa ville de Meaux, aux feux rouges »... On sent l'homme d'humour, on attend donc sa contribution pour que Philippe Poutou arrête vraiment de chanter (faux) dans le métro, et que Christine Poupin arrête d'arnaquer les gens au bonneteau...

Une section du PCF avait même aussi joué le jeu de l'euro symbolique pour monter à l'UMP ce « qu'était la solidarité ». Aucun doute, nous n'entendons pas ces voix aujourd'hui : l'anticapitalisme ne doit pas avoir la même importance que l'UMP dans le débat démocratique...

Ces exemples sont là pour nous rappeler qu'au quotidien, dans notre militantisme comme pour cette campagne politique, démocratique et financière, personne, vraiment personne, ne nous donnera un coup de main, ce qui a aussi un sens politique. D'ici les prochaines semaines, nous pouvons, en nous en donnant les moyens comme chaque fin d'année multiplier les dons par 4 ou 5 d'ici le 31 décembre. C'est le prix de notre indépendance.

Pour plus d'informations, pour nous aider :

<http://npa2009.org/souscription>



Chroniques municipales

Deux listes NPA/PG d'opposition de gauche, contre l'austérité, à Cenon et Lormont

Après des années de militantisme en commun sur le secteur de la Rive droite de Bordeaux, avec la votation pour la Poste en 2009, ou la lutte contre la réforme des retraites en 2010, nous avons contacté dès le mois de juin tous les partis non gouvernementaux...

Du PCF – partie prenante de nos majorités municipales – à LO, le but était de constituer des listes d'opposition à la politique gouvernementale et à son application locale par les mairies socialistes, résolument en lutte contre la droite et l'extrême droite. Dans ces deux communes où nous avons depuis 2001 des conseillères municipales (LCR puis NPA), élues avec 10,37% à Lormont et 8,15% à Cenon en 2008, le PCF a décidé de partir dès le premier tour sur la liste PS, dénonçant la politique d'austérité de Hollande... mais pas son application

locale, afin de conserver ses éluEs. Seuls le Parti de gauche sur les deux communes, et la Gauche anticapitaliste en plus à Cenon, ont répondu positivement à notre invitation. Nos discussions ont abouti à des bases d'accord écrites communes : « Nous défendrons une véritable démocratie participative, pour que la commune soit au service de la population, en nous appuyant sur le mouvement social pour imposer une autre répartition de la richesse. Nous ne voterons donc pas de budgets municipaux contraints par la dette et l'austérité, pas plus que nous ferons d'accord politique avec

la liste PS/PC s'il y avait un second tour aux élections ».

Imposer nos revendications, construire les mobilisations

Étant donné leur bilan de deux mandatures d'opposition à la politique municipale, les éluEs NPA ont été reconduites en tête de liste. Dans cet accord, nous avons aussi défini à grands traits certaines de nos revendications, comme l'annulation de la dette, l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires, l'embauche de personnel municipal avec des hausses de salaires, la fin de la Zone franche et des délégations de services publics, le droit de vote pour les étrangers à toutes les élections et la fin des expulsions. Nous avons discuté d'une liste qui soit un point d'appui pour les luttes indispensables pour gagner ces revendications, entraînant nos camarades du PG sur l'importance

d'un rapport de forces de la population, le projet municipal porté par les éluEs ne pouvant à lui seul faire avancer nos revendications. Nous avons organisé une conférence de presse commune, relayée par le journal Sud-Ouest, à laquelle la GA n'a pas souhaité se joindre, les discussions se poursuivant avec cette organisation sur Cenon. Nous avons mis en place un calendrier de travail, programmé des réunions annoncées par tract, diffusé dans les quartiers. Fait nouveau : le FN présente un étudiant « d'extrême-droite » sur Lormont, où Le Pen avait fait 16,8% des voix à la présidentielle, juste derrière le PS. Un nouveau défi sur cette commune, ville médiane (de 22 000 habitants) la plus pauvre d'Aquitaine, que nous avons bien l'intention de relever ensemble !

Christine Héraud et Mónica Casanova (conseillères municipales NPA)

Exposition

La parole aux Kanak

Le musée du quai Branly présente jusqu'au 26 janvier «Kanak. L'art est une parole», exposition visible ensuite du 15 mars au 15 juin au Centre culturel Tjibaou de Nouméa. Juste retour, tant la redécouverte de l'art kanak doit à ce grand militant.

Ni la majorité de l'Union calédonienne (UC) ni les militants du Parti de libération kanak (Palika) n'avaient approuvé la «voie culturelle» choisie par Jean-Marie Tjibaou (1936-1989) avec l'organisation en 1975 du festival artistique Melanesia 2000, soutenu par des fonds de l'État colonisateur, et préfigurant la «voie légale» de conquête du pouvoir qui le porterait à la tête du conseil de gouvernement de Nouvelle-Calédonie dès 1982. Cette «modération» lui valut des inimitiés allant jusqu'à son meurtre 7 ans plus tard. Il faudra attendre le «référendum d'autodétermination» prévu entre 2014 et 2018 et ses suites pour juger des résultats à longue portée des choix politiques de Tjibaou. Mais ses efforts pour revivifier la culture kanak («un peuple qui ne crée plus est un peuple en sursis») et pour articuler traditions mélanésiennes et revendications nationalistes et sociales contemporaines furent vite une réussite incontestable et le restent des décennies plus tard, comme en témoigne l'exposition actuellement visible à Paris.

Dès le début des années 1980, Tjibaou avait demandé à deux spécialistes, l'ethnologue Roger Boulay et Emmanuel Kasarhérou, le premier conservateur mélanésien du musée de Nouméa, d'entreprendre l'inventaire des œuvres d'art kanak dispersées à travers le monde, et une première grande exposition dédiée à sa mémoire, avec un beau texte d'Aimé Césaire, eut lieu à Paris en 1990. Il n'y en eut plus de cette ampleur jusqu'à celle-ci, qui présente



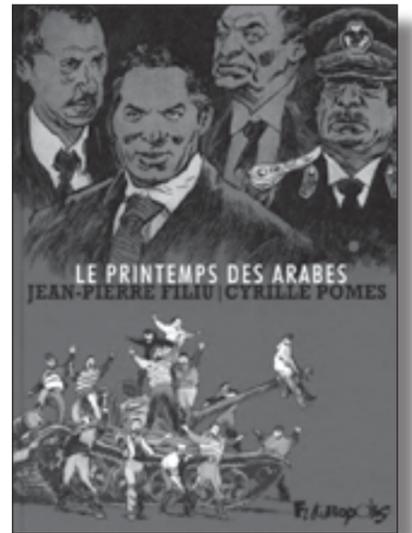
Jean-Marie Tjibaou, 1978. PHOTO R. BOULAY.

environ 300 objets et documents – près de trois fois plus – procédant de nouvelles recherches de R. Boulay et E. Kasarhérou, ses deux commissaires. Dans l'intervalle, en Kanaky comme chez d'autres peuples autochtones du Pacifique, les sentiments d'appartenance se sont précisés tout comme la critique du colonialisme et de la mondialisation en cours, tandis que se modifiaient rapports de forces politiques et même économiques à mesure que parvenait à mieux se faire entendre la parole kanak.

Pieu-escalier-tribune

Que l'art soit «une parole», c'est l'évidence, mais l'art de la parole et les valeurs qui lui sont attribuées occupent une place centrale dans la culture kanak et il y a lieu d'apprécier toute l'éloquence des «bois parlants» présentés dans cette exposition, des bambous gravés narratifs des débuts de la colonisation aux masques et sculptures transmettant la voix des ancêtres parfois à plusieurs siècles de distance. Et jusqu'à ce pieu emblématique servant à la fois d'instrument agricole, d'escalier et de tribune d'orateur. Dans l'esquisse de village traditionnel que parcourent les visiteurs, deux «grandes cases» se répondent, l'une avec la voix de Tjibaou, l'autre avec ce qui reste d'Ataï, le héros de la grande révolte de 1878, dont la tête fut envoyée en France. Cette exposition très réussie est complétée par un beau catalogue (Actes Sud) étudiant de près beaucoup des objets présentés.

Gilles Bounoure



BD

Le printemps des Arabes

Jean-Pierre Filiu et Cyrille Pomès, Futuropolis, 2013, 18 euros.

Ce roman graphique écrit par Jean-Pierre Filiu, historien du monde arabe, et dessiné par Cyrille Pomès, met en scène, à travers les parcours d'anonymes, réels ou fictifs, selon un schéma chronologique qui permet d'en mieux saisir l'effet domino, l'histoire des révolutions arabes, depuis l'immolation de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid en Tunisie en 2010 jusqu'à la Syrie, en passant par l'Égypte, la Libye, le Maroc, le Yémen, Bahreïn, Gaza... On rencontre ainsi les premiers martyrs des révolutions tunisienne et libyenne (Mahdi Zeyo), des reporters citoyens en Syrie, des paysans yéménites, des supporters de foot égyptiens opposés aux islamistes et aux militaires, des rappers gazouï, auteurs en 2010 d'un Manifeste de la jeunesse de Gaza commençant par ces mots : «Merde au Hamas. Merde à Israël. Merde au Fatah. Merde à l'ONU».

À l'opposé de celle des puissants, cette histoire sociale et populaire, en mettant en lumière les acteurs de ces révolutions dans toute leur diversité sociale, tâche de «comprendre l'Histoire de ceux que les dictatures ne veulent pas laisser avoir une histoire», et démonte l'argument de la complexité syrienne et les théories complotistes, là où il ne faut voir que l'«histoire simple et tragique de la volonté de libération».

Filiu voit dans la révolution arabe en cours le début d'une vague historique de longue durée, une seconde renaissance prolongeant la Nahda du XIX^e siècle, revient sur le rôle de la Palestine dans cet embrasement et analyse les diplomaties française et européenne désemparées par ce processus et empêtrées dans une logique d'impunité vis-à-vis d'Israël. Une deuxième collaboration est prévue entre les deux auteurs autour des attaques chimiques d'août dernier en Syrie.

Neïla

Essais

La ville sur le divan, introduction à la psychanalyse urbaine du monde entier!

Laurent Petit, éditions la Contre allée, 2013, 20 euros.

La ville est malade de sa pensée, de son inconscience. La ville s'étend non seulement sur le divan mais aussi sur la géographie des plaines et des champs. La ville est grosse, elle étouffe, elle vomit ses déchets sur les plus petites villes. À travers neufs et neuves leçons, Laurent Petit digresse avec humour sur des cas d'école. Bien entendu, tous les documents qui pourraient prêter au sérieux universitaire ont été détruits par un incendie. Les Côtes-d'Armor sont analysées avec ce qui reste de documents retrouvés par les membres de l'ANPU, qui ont fait un travail similaire à Vierzou, Alger, Marseille et Bordeaux.

Pris entre délire et réalité, une réunion qui démarre sur le rappel de la grève victorieuse des ouvriers du Joint français, propose des solutions économiques euphorisantes : ainsi l'organisation de la Cannabis Cup, une manifestation où sont goûtées et récompensées les meilleures variétés



de cannabis breton... Un ouvrage sérieux de loufoquerie. Attention, ce livre peut faire vraiment rire! **Christophe Goby**

La révolution végétarienne

Thomas Lepeltier, éditions Sciences humaines, 2013, 12 euros.

Histoire de casser l'ambiance des fêtes avant que cette partie de la planète, qui en a les moyens, continue à creuser sa tombe et celle des autres avec ses dents...

On nous promet des insectes, du steak artificiel, comme il existe déjà des ersatz de toutes sortes permettant aux religieux de tout acabit, malades chroniques et obsédés de la ligne, de manger en «faisant semblant». Nous savons tous, notre jambon-beurre à la main, que ça ne va pas durer, que nous allons devoir le remplacer par un bol de quinoa-lentilles-choux... On va s'y faire et en plus c'est délicieux, mais notre maman nous disait «finis ton steak, sinon tu seras privé de dessert»! Nous le savons qu'un bœuf ça consomme autant de céréales qu'un village malien, et un de nos canards gras, une école de petits Bengalis... C'est horrible? Lisez donc ce livre pour découvrir en plus ce que souffrent le bœuf et le canard lors du gavage, de l'abattage ou du transport. Écoutez crier le poisson qui cherche l'air de longues minutes (avant les navires-usines, les japonais achevaient les poissons, surtout parce que quand ils ne souffrent pas, ils sont bien meilleurs...).



Bien sûr, parler de l'éthique animale alors que tant d'êtres humains souffrent tout autant, ça peut sembler paradoxal. Mais en fait, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que toutes ces souffrances résultent du même système, et que c'est bien lui qu'il va falloir changer. À lire loin des repas de fin d'année. **Catherine Segala**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

